

# *Entretien avec José Manuel García-Margallo\**

## LA « MARCA ESPAÑA »

*Cet entretien a été conduit  
par Michel Faure\*\**

*José Manuel García-Margallo est un jeune ministre : en décembre 2011, il entre au gouvernement pour la première fois, à 67 ans. Mais il n'en est pas moins un homme politique d'expérience.*

*À l'âge de 16 ans, en 1960, il adhère aux Jeunesses monarchistes espagnoles puis participe en 1974, avec Manuel Fraga Iribarne, à la création de la FEDISA, la Fondation des études indépendantes. Dès ces années-là, il milite pour l'avènement d'une monarchie constitutionnelle dotée d'un régime parlementaire. Il faudra attendre la mort de Franco, en novembre 1975, pour que ses vœux soient exaucés. José Manuel García-Margallo prend alors part à la création de l'Alliance populaire, sous l'égide des deux grandes figures de la « transition » espagnole vers la démocratie : Pio Cabanillas Gallas et José Maria de Areilza. En 1977, il fait partie des membres fondateurs de l'UDC, l'Union du centre démocratique, appelée à dominer la vie politique post-franquiste. Une nouvelle Constitution est adoptée l'année suivante. Plus tard, García-Margallo rejoint la Démocratie chrétienne qui participe à la fondation du nouveau Parti populaire (PP), dont il devient membre en 1989.*

*José Manuel García-Margallo est un ministre des Affaires étrangères atypique. Ce spécialiste des questions monétaires et financières formé à Harvard fut, en effet, inspecteur des finances avant de siéger au Congrès des députés puis au Parlement*

\* Ministre espagnol des Affaires étrangères et de la Coopération depuis 2011.

\*\* Journaliste et écrivain. Auteur, entre autres publications, de : *L'Espagne de Juan Carlos*, Perrin, 2008.

européen (1994-2011) où il occupa, de 1999 à 2004, le poste de vice-président de la commission économique et monétaire. Mais c'est surtout grâce à son franc-parler qu'il est devenu une personnalité bien connue des médias. Ses déclarations à l'emporte-pièce, fort éloignées du langage feutré des chancelleries, font régulièrement la une de la presse internationale. Il s'est fait connaître comme le chantre d'une diplomatie anti-crise tournée vers la conquête des marchés étrangers et des investissements créateurs d'emplois. Ardent défenseur de ce qu'il appelle la « *marca España* » — la marque Espagne —, José Manuel García-Margallo est partisan d'une étroite imbrication entre diplomatie économique et diplomatie traditionnelle.

M. F.

**Michel Faure** — *Que peut faire un ministre des Affaires étrangères pour redresser l'économie de son pays ?*

**José Manuel García-Margallo** — Le gouvernement espagnol veut retrouver le chemin de la croissance. Notre tâche, aux affaires étrangères, c'est de reconquérir la confiance : celle des institutions internationales, comme le Fonds monétaire international ou l'Union européenne ; et surtout celle des marchés. Si les marchés et l'Europe ont confiance en nous, alors nous sortirons de cette crise. Mais comme tout porte à croire que notre demande intérieure demeurera assez faible au cours des prochaines années, il nous faut trouver de nouveaux débouchés hors de nos frontières. Nous devons aussi attirer vers l'Espagne des investissements étrangers.

**M. F.** — *Comment procéder ?*

**J. M. G.-M.** — En montrant à nos partenaires que l'Espagne n'est pas seulement un lieu agréable pour y passer des vacances, mais aussi un pays qui peut offrir une forte valeur ajoutée aux investissements qu'il reçoit. Nous maîtrisons un grand nombre de secteurs de pointe : les trains à grande vitesse, les métros, les installations portuaires, l'énergie... Nous sommes présents sur les plus grands chantiers internationaux. C'est une entreprise espagnole, par exemple, le groupe TYPESA, qui participe à la construction de la troisième plus puissante centrale hydroélectrique du monde, celle de Belo Monte au Brésil. C'est ce même groupe qui a conçu, au Mexique, la plus grande usine de traitement des eaux jamais mise en service. Une autre entreprise espagnole, INYPSA, a conduit les travaux d'ingénierie pour la plus grande

usine de désalinisation d'eau de mer d'Europe, à Valdelentisco, dans la province de Murcie. En Équateur, nous travaillons pour l'un des plus importants programmes d'investissements actuels en matière d'infrastructures, avec le chantier des accès au nouvel aéroport de Quito, qui est supervisé par l'entreprise espagnole AECOM-INOCSA. Le pilotage et le contrôle du plus long tunnel indien, celui de Patnitop, dans le Cachemire, ont été confiés à l'entreprise espagnole Euroestudios. Cette même société apporte son expertise technique à la Banque européenne d'investissements, la BEI, pour le premier projet de train à grande vitesse de Turquie, qui reliera Istanbul à Ankara. Nous avons remporté le contrat pour l'élargissement du canal de Panama — un chantier colossal mené par un consortium que dirige l'entreprise espagnole SACYR. Nous avons aussi été choisis pour réaliser le métro de Riyad — un contrat de 6 milliards de dollars. Je m'arrête là, mais je pourrais continuer.

**M. F.** — *Vous êtes un grand défenseur de ce que vous appelez la « marca España », la « marque Espagne ». Or, malgré les performances de certains grands groupes, l'image de votre pays semble durablement ternie par la crise...*

**J. M. G.-M.** — Vous vous trompez, la perception de l'Espagne a radicalement changé. Il y a un an, tout le monde se demandait si nous n'allions pas devoir abandonner l'euro. Les gens, chez nous, s'imaginaient que leur pays allait suivre la voie du Portugal et de l'Irlande. Aujourd'hui, c'est une question qui ne se pose plus. Je le dis à tous mes interlocuteurs : nous sommes en train de sortir de la crise ; ce n'est pas facile, mais nous y parvenons.

**M. F.** — *Quel est votre secret ?*

**J. M. G.-M.** — Nous avons opéré un changement révolutionnaire par rapport au modèle économique de nos prédécesseurs socialistes. Ce modèle présentait trois particularités : un endettement massif, une trop grande dépendance à l'égard de l'immobilier et un déclin de la productivité. Les conséquences ont été brutales : une hausse des coûts du travail, une chute rapide du PIB, une dégradation de l'emploi plus rapide encore, un déséquilibre prononcé de notre balance des paiements et un déficit des comptes publics qui s'est aggravé chaque année, fragilisant encore plus notre système financier. Pour sortir de ce cycle, nous avons ciblé les marchés extérieurs. Aujourd'hui, nous avons complètement restauré notre compétitivité. Pour la première fois, nous ne sommes plus débiteurs, mais créditeurs, grâce à la hausse de nos exportations

et, bien sûr, à la baisse de nos importations. Enfin, nous avons redressé nos finances grâce à une restructuration budgétaire. Sur le terrain des réformes structurelles, nous nous sommes attaqués à de gros morceaux : le marché du travail, les investissements, l'éducation. C'est bien simple, nous sommes en train de tout réformer ! Vous savez, ma première expérience politique remonte au gouvernement d'Adolfo Suarez, au moment de la transition vers la démocratie. Les temps étaient durs. Suarez disait souvent : « Il faut en même temps distribuer de l'eau et changer les tuyaux. » Eh bien, c'est un peu ce que nous faisons en ce moment.

**M. F.** — *Plusieurs affaires de corruption ont récemment éclaboussé la classe politique espagnole, tant au niveau local que national. La plus retentissante est l'affaire Barcenas, du nom de cet ancien trésorier du Parti populaire qui avait institué à son profit une double comptabilité (1). Ce genre de dérapage ne porte-t-il pas gravement atteinte à la « marque Espagne » ?*

**J. M. G.-M.** — Il est évident que l'affaire Barcenas n'a guère contribué à rehausser la réputation de notre pays, mais il ne faut pas exagérer : malgré cette histoire fâcheuse, nous continuons à attirer des investissements et à décrocher des contrats. L'image de l'économie espagnole n'a pas souffert.

**M. F.** — *Que répondez-vous à vos collègues européens, par exemple, lorsqu'ils vous parlent de ces affaires ?*

**J. M. G.-M.** — Nous n'en parlons pas.

**M. F.** — *Vraiment ?*

**J. M. G.-M.** — Non, jamais. Un Conseil européen, vous savez, ce ne sont pas des discussions à bâtons rompus ; chacun prend la parole à son tour selon un ordre du jour précis. Il faut dire aussi que les scandales ne sont pas une exclusivité espagnole. En France, sous tous les présidents, il y a toujours eu des affaires. En Italie, c'est la même chose. Je ne dis pas que c'est bien mais, en Espagne en tout cas, ces incidents de parcours n'affectent pas le bon fonctionnement du gouvernement ni celui de notre économie. Soyez tout à fait rassuré : la justice, ici, est indépendante, elle fait son travail sans interférence de l'exécutif ; les lois sont appliquées et je peux vous assurer que la probité et l'honorabilité du chef du gouvernement, Mariano Rajoy, ne seront pas remises en cause.

**M. F.** — *De nombreux jeunes Espagnols, souvent très diplômés, quittent leur pays pour trouver du travail ailleurs. Comment faire pour les retenir ?*

**J. M. G.-M.** — C'est vrai, de nombreux jeunes gens très bien formés en Espagne — pays où se trouvent trois des dix plus grandes écoles de commerce au monde, selon la plupart des classements — s'expatrient. La plupart du temps, ils y sont contraints et forcés parce qu'ils ne trouvent pas de travail en rapport avec leurs diplômes. Leur départ n'est pas une bonne nouvelle, mais on ne peut pas les empêcher de partir. On peut, en revanche, les aider à s'installer à l'étranger et faire en sorte qu'ils puissent revenir et s'insérer sans problème dans l'économie espagnole. Nous avons donc entrepris de négocier avec certains pays une reconnaissance réciproque des titres universitaires. Nous venons de signer un accord en ce sens avec le Chili, où un jeune diplômé espagnol peut désormais immédiatement travailler dans le cadre de ses compétences. Des pourparlers sont en cours avec le Brésil, Panama, l'Allemagne et l'Autriche. L'important, c'est de créer les conditions pour que ces jeunes gens reviennent le plus tôt possible, munis d'une expérience professionnelle intéressante.

**M. F.** — *Au moment où son marché intérieur est en panne, l'Espagne considère-t-elle l'Amérique latine comme un débouché naturel ?*

**J. M. G.-M.** — L'Amérique latine n'est pas un ensemble homogène. Certains pays connaissent des difficultés, mais d'autres tirent leur épingle du jeu. Je pense, en particulier, au Chili, qui est déjà lié par un accord d'association avec l'UE. Il pourrait jouer un rôle d'entraînement vis-à-vis de ses voisins du Mercosur et favoriser la conclusion d'un accord commercial avec l'Union européenne. Le jour où cet accord sera signé, nous disposerons effectivement d'un vaste marché. Mais notre diplomatie est aussi très attentive au nord de l'Afrique et à la région Asie-Pacifique. Ces nouvelles priorités nous obligeront, à terme, à redéployer le réseau de nos postes à l'étranger. Par exemple, nous avons dix consulats en France et seulement deux en Inde. Trouvez-vous cela normal ?

**M. F.** — *Revenons à l'Europe. D'après votre expérience, diriez-vous qu'il existe deux Europe, celle du Nord et celle du Sud ?*

**J. M. G.-M.** — Je dirais plutôt qu'il y a deux modèles : le modèle anglo-saxon, qui réunit les États-Unis, le Japon et le Royaume Uni ; et le modèle de l'Europe continentale. Lorsque les pays de tradition anglo-saxonne sont confrontés à une faible demande

intérieure, ils réagissent en pratiquant une politique budgétaire restrictive, associée à une politique monétaire généreuse impliquant des taux d'intérêt très bas et une abondance de liquidités (*quantitative easing*) ; les banques centrales achètent activement de la dette publique et de la dette bancaire, obtenant ainsi un taux de change favorable aux exportations. Les autres pays européens, eux, privilégient une politique d'austérité qui ne laisse aucune marge à la relance budgétaire. Sur le plan monétaire, les taux d'intérêt sont bas et lorsque la banque centrale rachète de la dette publique, cette opération s'effectue sur une échelle bien plus modeste. D'autre part, les mécanismes de la politique monétaire sont aveuglés, si bien que cette politique monétaire apparemment expansive ne l'est pas. Ces choix débouchent sur un taux de change qui handicape les exportations.

**M. F.** — *Dois-je comprendre que l'Espagne, pays du Sud par excellence, préférerait que l'Europe adopte le modèle anglo-saxon ?*

**J. M. G.-M.** — Le gouvernement espagnol est tout à fait d'accord avec la nécessité d'une politique d'austérité, mais celle-ci ne suffira pas à nous sortir de la crise. Il nous faut à la fois assurer la solidité de nos finances publiques et accroître notre compétitivité afin de retrouver la croissance et créer des emplois. Nous pensons qu'il faut approfondir l'union économique et monétaire européenne. En matière d'austérité, nous avons accompli des réformes qui étaient encore inimaginables il y a seulement quelques années. Depuis deux ans, l'Europe a mis en place des mécanismes spécifiques destinés à renforcer la discipline budgétaire et à corriger les déséquilibres macroéconomiques des États membres. Désormais, nous soumettons nos projets de budget à Bruxelles avant même que le Parlement ne se soit prononcé.

**M. F.** — *Que se passerait-il si le Parlement espagnol n'approuvait pas ce qui a été préalablement accepté par Bruxelles ?*

**J. M. G.-M.** — Eh bien, nous serions sanctionnés ! En fait, nous n'avons pas le choix. Nous avons volontairement renoncé à une part de notre souveraineté et donné à Bruxelles un droit de regard sur notre politique budgétaire. Mais, en échange, nous demandons que soit assuré le financement de l'économie. Nous sommes favorables à une union bancaire qui reposerait sur une réglementation unique et des règles communes pour toutes les entités financières européennes. Nous pensons, enfin, que l'actuel

mécanisme européen de stabilité devrait devenir un véritable « Fonds monétaire européen ».

**M. F.** — *Croyez-vous que l'Allemagne soit prête à accepter de telles réformes ?*

**J. M. G.-M.** — Les choses avancent. Pour la bonne raison que le constat est le même pour tous. La seule zone qui progresse moins vite que les autres régions du monde, c'est la zone euro. Il faudra bien qu'un jour ou l'autre cette situation change.

**M. F.** — *Vous avez jusqu'à présent insisté sur la diplomatie économique et commerciale. Qu'en est-il de la diplomatie traditionnelle en ces temps de crise ?*

**J. M. G.-M.** — Je suis convaincu que l'une ne va pas sans l'autre. La diplomatie traditionnelle constitue le socle fondamental de la diplomatie économique et commerciale. Les ambassadeurs d'Espagne sont pleinement conscients de la nécessité d'ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises espagnoles, notamment aux petites et moyennes entreprises. Ils s'appuient sur les contacts politiques et économiques qu'ils nouent dans les pays où ils sont envoyés pour promouvoir les intérêts des entreprises espagnoles. Cette tâche absorbe une grande partie de leur temps.

Inversement, la diplomatie économique et commerciale est un instrument de la diplomatie traditionnelle. Le poids d'un pays et son influence politique sont déterminés par le rayonnement de ses entreprises à travers le monde. Ils se mesurent aussi à sa capacité à investir ou à attirer des investissements.

Mais il est un domaine où la diplomatie traditionnelle joue un rôle irremplaçable c'est le règlement des conflits. Les rencontres politiques, les conférences internationales, les visites officielles restent à l'heure actuelle un instrument incontournable de paix et de stabilité.

**M. F.** — *Pouvez-vous nous livrer votre analyse des « printemps arabes » ?*

**J. M. G.-M.** — La vague de changement qui déferle aujourd'hui sur le monde arabe est la plus importante qu'il ait connue depuis les indépendances. Elle modifie profondément la physionomie d'une région qui présente un intérêt stratégique pour l'Europe.

Des progrès ont été réalisés sur la voie de la démocratisation, mais ils restent fragiles. Les processus de transition démocratique engagés en Tunisie, en Libye ou en Égypte au lendemain de la révolution sont menacés par les crispations politiques, la montée

de l'insécurité et les revendications sociales. Ces pays ont besoin du soutien de la communauté internationale pour accompagner les mutations, avancer vers le progrès économique, favoriser la création d'emplois et éviter que les frustrations ne débouchent sur une défiance vis-à-vis du politique ou, pis encore, ne précipitent une partie de la population vers des courants plus radicaux.

L'émergence de l'islam politique est un fait incontestable. Nous devons dialoguer et travailler avec ses représentants car, dans ces processus démocratiques qui commencent à voir le jour dans le monde arabe, la meilleure option, face à l'islamisme radical, est probablement l'islam modéré. Celui-ci joue son avenir en ce moment. Il doit montrer qu'il est capable d'affronter l'expérience du pouvoir.

**M. F.** — *En quoi l'Espagne peut-elle aider ces pays ?*

**J. M. G.-M.** — L'Espagne entend contribuer au succès des transitions démocratiques dans le monde arabe. Elle fait partie du groupe d'États membres qui s'efforcent d'impulser, au sein de l'Union européenne, une action plus déterminée en ce sens.

Depuis 2012, de manière bilatérale, nous avons mis en place le programme Masar (« chemin » en arabe), coordonné par l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID). Ce programme, destiné à accompagner les processus démocratiques, s'adresse aussi bien aux institutions publiques, que nous aidons à répondre aux demandes sociales et politiques, qu'aux acteurs de la société civile.

Dans le cadre du Groupe des amis de la médiation des Nations unies (2), l'Espagne, aux côtés du Maroc, parraine l'Initiative pour la médiation en Méditerranée, dont l'objectif est de promouvoir la médiation en tant que mécanisme de prévention et de résolution des conflits. Deux rencontres ont déjà eu lieu à Madrid et à Rabat, qui ont soulevé un grand intérêt.

Quant à la Syrie, nous l'avons dit et répété : il n'y a pas de solution militaire possible. La seule issue passe par le dialogue et l'engagement politique, ce qui ne signifie pas que des crimes comme celui du 21 août (3) doivent rester impunis.

**M. F.** — *Depuis le retrait des forces déployées en Irak, la puissance militaire espagnole semble entrée dans une phase de repli.*

*Comment voyez-vous aujourd'hui le rôle des forces armées ?*

**J. M. G.-M.** — La sécurité constitue l'un des axes majeurs de la politique étrangère espagnole. Face à des menaces communes, nous devons élaborer des réponses communes avec tous les États

dont nous partageons les valeurs, qu'il s'agisse de nos partenaires de l'Union européenne, de nos alliés au sein de l'Otan ou des pays tiers avec lesquels nous avons conclu des accords.

Au niveau de l'Union européenne, l'Espagne a toujours défendu l'adoption d'une politique commune de sécurité et de défense digne de ce nom. Notre participation aux missions de l'UE au Mali (EUTM Mali), au Niger (EUCAP Sahel Niger) et dans la Corne de l'Afrique (EUNAVFOR Atalanta, EUTM Somalie et EUCAP Nestor Corne de l'Afrique) témoigne de notre engagement en la matière.

Quant à l'Otan, elle reste le pilier fondamental de notre sécurité collective. Notre engagement vis-à-vis de cette organisation est donc ferme et résolu.

**M. F.** — *Quelle forme cet engagement revêt-il ?*

**J. M. G.-M.** — Depuis son adhésion en 1982, l'Espagne a œuvré au renforcement des liens transatlantiques et a contribué au rôle accru de l'Otan dans la gestion des crises internationales. Comme le montre sa participation à la Force internationale d'assistance et de sécurité en Afghanistan (ISAF), à l'opération « Unified Protector » en Libye ou aux forces navales permanentes (SNMG) de l'Otan. Depuis deux mois, la SNMG-2 compte une frégate espagnole. Celle-ci prendra part aussi bien à l'opération « Active Endeavour » en Méditerranée qu'à l'opération « Ocean shield » dans l'océan Indien.

Mon gouvernement assume pleinement sa part de responsabilité dans la sécurité collective. Depuis la mise en service du centre d'opérations aériennes combinées (CAOC) à Torrejón de Ardoz (l'un des deux centres dont dispose l'Alliance), l'Espagne est devenue un élément de poids dans la nouvelle structure de commandement de l'Organisation. Par ailleurs, la contribution au système de défense antimissile balistique de l'Otan, avec le déploiement de quatre destroyers américains AEGIS dans la base navale de Rota, témoigne de notre volonté de faire face aux nouveaux défis sécuritaires. Enfin, en ce qui concerne les partenariats, l'Espagne a été l'un des moteurs du Dialogue méditerranéen que l'Otan maintient avec les pays voisins de la rive Sud.

Cet engagement en faveur de la paix et de la sécurité internationale s'exprime aussi dans le cadre des Nations unies : près de 600 Casques bleus espagnols sont aujourd'hui sur le terrain au Liban (FINUL), ce qui montre bien l'attachement de l'Espagne à la stabilité de la région et aux opérations de maintien de la paix.

**M. F.** — *Gibraltar reste une source de frictions régulières entre les gouvernements de Madrid et de Londres. Quelle est votre position à ce sujet ?*

**J. M. G.-M.** — Gibraltar est une priorité nationale, elle l'a été et continuera de l'être, comme je l'ai affirmé récemment au Congrès des députés. Comme vous le savez, la tension est encore montée d'un cran cet été entre les autorités espagnoles et britanniques (4). Au stade où nous en sommes, nous devons essayer d'apaiser les esprits et de trouver des solutions de compromis, notamment en matière de pêche, de fiscalité et d'environnement. Nous sommes en train de négocier la création de groupes de travail *ad hoc* auxquels participeraient le Royaume-Uni, l'Espagne, les autorités locales de Gibraltar ainsi que les autorités régionales et locales espagnoles (gouvernement autonome andalou ou municipalités de la région du Campo de Gibraltar). Ces groupes seront chargés d'étudier les différentes questions, à l'exception de celles liées à la souveraineté qui, elles, seront traitées uniquement par le Royaume-Uni et l'Espagne. Dans cette affaire, la Commission européenne veille à la stricte application du droit communautaire. En tout cas, une chose est sûre : il est urgent de rétablir le climat de confiance que les mesures unilatérales mises en œuvre par le gouvernement de Gibraltar ont brisé.

Même si ce n'est pas le moment de parler de souveraineté, le président du gouvernement a réaffirmé devant l'Assemblée générale des Nations unies la nécessité de renouer le dialogue avec Londres, comme il l'avait fait l'année dernière. L'Espagne répond ainsi au mandat des Nations unies.

**M. F.** — *Que vous inspire l'action courageuse de Pedro Passos Coelho à la tête du gouvernement portugais ?*

**J. M. G.-M.** — Le gouvernement de coalition dirigé par le premier ministre Passos Coelho a prouvé son sens des responsabilités. Il a mis en œuvre un programme ambitieux de réformes structurelles et de consolidation des comptes publics. Pourtant, chacun sait que le contexte politique est compliqué et que les conditions imposées par le plan de sauvetage rendent la vie des Portugais particulièrement difficile. Malgré ces contraintes, les deux partis qui forment la coalition ont su surmonter leurs différences et travailler ensemble pour le bien du pays.

**M. F.** — *Ya-t-il une personnalité, dans l'Europe d'hier ou d'aujourd'hui, qui ait influencé votre manière d'aborder la politique ?*

**J. M. G.-M.** — Deux noms me viennent à l'esprit : Winston Churchill pour sa clairvoyance, lorsqu'il a constaté que la politique

d'apaisement n'arrêterait pas les nazis mais les encouragerait, au contraire, dans leur marche vers le désastre ; et Charles Quint, qui a aspiré à l'unité de la chrétienté au moment où celle-ci était parcourue par de profondes divisions internes. Comme vous le voyez, je mets la barre assez haut !

(1) L'affaire Barcenas a été révélée par le quotidien *El Mundo* en janvier 2013. La double comptabilité suggère que de nombreux hauts responsables du Parti populaire, dont l'actuel chef du gouvernement Mariano Rajoy, auraient perçu des « compléments de salaires » non déclarés. L'affaire est actuellement entre les mains de la justice.

(2) Groupe de pays créé après le vote, en 2011, de la résolution 65/283 de l'Assemblée générale des Nations unies sur le renforcement du rôle de la médiation dans le règlement pacifique des différends, la prévention et le règlement des conflits. Ce document propose de renforcer les capacités internationales de médiation et privilégie, pour ce faire, le cadre régional.

(3) Le 21 août 2013, à l'issue d'un bombardement massif près de Damas qui a fait quelque 1 500 morts et 3 600 blessés, l'opposition syrienne a accusé le régime d'avoir utilisé des armes chimiques. Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni d'urgence et a décidé de « faire la lumière » sur cette attaque.

(4) Gibraltar a construit, en juillet 2013, un récif artificiel composé de quelque soixante-dix blocs de béton jetés dans la baie d'Algésiras, dans des eaux que l'Espagne considère comme siennes et qui servent de lieu de pêche traditionnel aux pêcheurs espagnols. En signe de protestation, des contrôles douaniers rigoureux ont été établis par l'Espagne à la frontière terrestre du territoire, occasionnant de longues files d'attente.

Le début de la tension remonte à mars 2012, lorsque le gouvernement de Gibraltar a décidé de suspendre l'application de l'accord informel conclu en 1999 entre les autorités du Rocher et les confréries de pêcheurs espagnols.

Les autorités de Gibraltar ont également procédé cet été à des travaux de remplissage de la face est du Rocher en vue de la construction d'une jetée artificielle, dans le cadre d'une politique d'expansion territoriale que l'Espagne a dénoncée.